

# Dans l'Indre, les surveillants de prisons amers

Publié le 16/01/2018 à 04:55 | Mis à jour le 17/01/2018 à 10:34



Le personnel de Saint-Maur était aussi mobilisé hier. « Ça va au-delà des revendications, c'est les bleus pour les bleus. »

Dans les deux établissements pénitentiaires de l'Indre, au Craquelin comme à la centrale, des débrayages ont immédiatement eu lieu après l'agression de Vendin-le-Veil, vendredi et samedi. « Ça a été le coup de trop. Il y a des agressions au quotidien et on n'en parle jamais. Cela fait des années que nos conditions se dégradent, il n'y a rien qui bouge », résumaient des surveillants du centre pénitentiaire de Châteauroux.

Un sentiment mêlé de colère et de ras-le-bol, quelle que soit la configuration de l'établissement. « Ce matin, ça dépasse les revendications syndicales de chacun, c'est les bleus pour les bleus. » La question de l'agression de surveillants soulève chez les professionnels la question de leur considération, aux yeux du gouvernement comme du grand public. « On veut une meilleure considération de notre métier, nous représentons la troisième force publique. »

Des revendications qui allaient aussi au-delà du corps des surveillants. Ainsi, Axel Spiteri, secrétaire national adjoint du syndicat national des personnels techniques, est venu hier matin à Saint-Maur, défendre leur cas particulier. Il réclame la reconnaissance égale de ces agents : « Ils travaillent autant aux côtés des détenus que les surveillants avec parfois des situations plus dangereuses : eux ont des boîtes à outils ». Et pour lui, la reconnaissance de ce statut particulier passe par l'application, pour ces agents-là aussi, du « un cinquième », soit l'obtention, au bout de cinq années de cotisation de retraite, d'une sixième année.

L'annulation de la visite de la ministre de la Justice, Nicole Belloubet, prévue aujourd'hui à Vendin, est vécue comme un affront aux yeux de Pascal Sabourault : « On a besoin de se sentir épaulé par notre ministre de tutelle ».